

Portes ouvertes sur fond de grogne

L'opération de communication du Trésor public fournit au SNUI l'occasion de dénoncer les suppressions de postes.

« En se lançant dans une opération journées portes ouvertes, demain vendredi à Bar-Le-Duc, la direction générale des Impôts s'est lancée dans une démarche de communication qui peine à masquer la réalité », indique le Syndicat national unifié des impôts (SNUI). « Celle-ci est claire: les agents des Impôts ont de moins en moins les moyens d'assurer correctement leurs missions fiscales ». Les raisons de la colère ne manquent pas, puisque le SNUI dénonce:

- les 1.150 suppressions d'emplois prévues en 2006 (qui interviennent après 890 emplois supprimés en 2004, et 975 en 2005).
- les restructurations permanentes de services qui aboutissent à dégrader les conditions de travail et le bon exercice des missions, mais également à supprimer certains services.
- la dérive des missions fiscales qui déserte les valeurs du « service public » au profit d'une logique de « prestation de service aux entreprises »,
- le mépris de l'administration et des ministres envers les agents qui

exercent quotidiennement des missions souvent délicates dans des conditions sociales et professionnelles de plus en plus difficiles.

« Dans un tel contexte, l'opération portes ouvertes apparaît en total décalage avec la réalité. L'administration souhaite "désintoxiquer les usagers du guichet" ; cela risque de se traduire par la promotion d'une administration électronique déshumanisée et par la remise en cause du maillage territorial, c'est-à-dire d'un service public proche et de qualité. »

Pour le SNUI, il faut des moyens humains, législatifs et matériels adéquats pour l'exercice d'un service public fiscal et foncier « présent sur tout le territoire, de qualité dans la gestion de l'impôt et l'accueil du public, et efficace dans la lutte contre la fraude fiscale (50 milliards d'euros par an). Or, les réformes qui se succèdent nous éloignent chaque jour davantage de ces objectifs. Pour la Meuse, la suppression de petites résidences est envisagée (site de Saint-Mihiel).